

IMMIGRATION, EXCLUSION ET PARTICIPATION DES MEXICAINS AUX ETATS UNIS

LE BARRIO MEXICAIN DE SAN DIEGO (BARRIO LOGAN), CALIFORNIE

Emmanuelle LE TEXIER

La recherche questionne le modèle dominant de non-participation appliqué aux exclus, en particulier aux résidents d'origine mexicaine des barrios des villes américaines. Partant d'une interrogation sur les " frontières du politique " et d'une révision des théories classiques de la participation et des concepts appliqués aux barrios latinos, nous montrons que ces approches construisent un rapport implicite entre désorganisation sociale et apathie politique. Nous déconstruisons ce lien à partir d'une réflexion théorique sur le " pré-politique " et d'une étude qualitative du Barrio Logan de San Diego (Californie). La collecte de données, grâce au recueil d'entretiens biographiques et semi-directifs, et aux activités d'observation, a permis d'envisager plus en profondeur les interactions sociales et politiques qui se déroulent dans ces quartiers. Nous mettons en évidence l'existence de " pratiques politiques du quotidien " qui sortent du cadre classique du politique mais constituent, à notre avis, un véritable engagement.

Dans un premier temps, nous posons les questions en fonction de la conception classique de la participation politique, entendue au sens de participation dans la sphère électorale. La ségrégation résidentielle au sein des barrios constitue-t-elle un frein ou un moteur de la participation ? Quel est l'impact éventuel du contexte local pour la participation (incitation ou obstacle) ? Quelles sont les dynamiques de représentation qui en découlent ? La ségrégation favorise-t-elle le vote ethnique et l'émergence d'une " politique identitaire " ou " communautaire " ? Dans un second temps, il convient de se demander comment la participation peut avoir lieu dans le cadre étroit du barrio. Quels types de pratiques se donnent à voir ? Quels sont les enjeux majeurs définis par les résidents du barrio ? Peut-on parler d'un espace public propre au barrio ?

Notre approche méthodologique, ses apports et limites, sont développés dans le chapitre I. Nous expliquons d'abord le choix du site. Puis, nous insistons sur la mise en place du protocole de recherche et la réalisation des entretiens biographiques et semi-directifs conduits avec différents acteurs du barrio (agences gouvernementales, activistes, élus, médias, militants, policiers, travailleurs sociaux, etc.). Plus de 250 conversations informelles alimentent le travail, auxquelles s'ajoute une observation méthodique des activités quotidiennes du barrio durant seize mois. Nous évaluons enfin les limites de cette collecte de données, en affirmant toutefois que c'est uniquement par l'entremise d'une recherche empirique approfondie que peut être mise au jour la participation politique des résidents du barrio.

Dans le chapitre II, nous insistons d'abord sur les obstacles socio-économiques à la participation politique formelle, avant d'analyser l'impact du contexte local (i.e. du système politique de San Diego) sur l'apparente apathie des Latinos. Nous avançons ensuite que les facteurs socio-économiques jouent un rôle essentiel dans la dépolitisation de ces espaces, mais que la configuration institutionnelle du système politique américain accentue les traits. Nous avançons la thèse qu'un ensemble de facteurs structurels et politiques spécifiques ont institutionnalisé la marginalité politique des Latinos du barrio de San Diego. La prédominance de la politique identitaire comme système de représentation politique présente ici ses limites, non seulement du fait de contournement de son fonctionnement, mais aussi de son esprit.

Ensuite, nous soulignons l'existence de " pratiques politiques du quotidien " qui, basées sur des logiques de genre et d'identifications multiples, définissent un type spécifique d'organisation sociale et d'identité collective. Au chapitre III, nous abordons les pratiques locales des résidents à travers la médiation du genre, qui s'avère une variable essentielle pour expliquer la participation des résidents du barrio. C'est en ce sens que nous insistons sur le rôle des femmes dans l'activation des pratiques politiques au barrio. Le peu de visibilité de la participation politique des femmes d'origine immigrée est dû en partie à la définition même du politique et des divisions entre la " sphère privée " et la

“ sphère publique ”. Les femmes du barrio combinent devoirs domestiques et formes de résistance face à des conditions de vie difficiles et dégradées par la gentrification du quartier. Elles ne mettent pas seulement en place des stratégies de solidarité et de survie. Elles créent des liens sociaux, des mécanismes et des normes de réciprocité qui répondent à certaines incitations (obtenir des avantages symboliques, matériels et sociaux). La dynamique de ce “ capital social féminin ” vertical et horizontal, est facilitée par l’immixtion des notions de devoir familial et de devoir civique, tout comme d’espace domestique et d’espace communautaire. En sus, les pratiques des femmes transforment les relations de genre et, par l’usage d’un cadre de référence commun, ont le potentiel de politiser l’ensemble du barrio.

Dans le chapitre IV, nous soulignons d’abord l’origine contrastée des “ labels ethniques ” et leurs dynamiques (choix versus imposition). Ensuite, nous analysons les pratiques discursives et identitaires du quotidien au sein du barrio. Nous montrons que les identifications des acteurs manifestent des luttes de sens (pour les représentations des individus ou de l’espace public) et qu’elles n’opposent pas seulement insiders et outsiders, mais aussi les insiders entre eux. Les façons dont les labels ethniques sont discutés et débattus et dont les identifications deviennent des luttes symboliques, forment des pratiques politiques. Le “ labelling ” et le “ bricolage des identités ” impliquent des rapports de pouvoir et des alignements hiérarchiques ayant des conséquences sur la nature des droits, des devoirs, des privilèges ou des possibilités d’expression des individus. Enfin, nous montrons comment les pratiques politiques du quotidien créent un “ espace public autonome ” propre au barrio, mis en danger du fait de la privatisation de l’espace public dans les métropoles américaines.

Par conséquent, il nous a été possible de démontrer que, contrairement aux modèles classiques de participation des exclus, cette participation est autonome. Elle n’est pas le fruit d’une intervention extérieure pour initier l’engagement des individus (leaders, ressources ou encore rupture de situations), elle n’exige pas non plus d’organisations politiques formelles. Par une réflexion et extension de la définition de ce qui est politique et de ce qu’est la participation politique, les barrios n’apparaissent ni dysfonctionnels ni lieux d’apathie. Il existe certes une forme d’ “ aliénation politique ” des exclus au sens où la conscience et la capacité de pouvoir agir sont affaiblies (sentiment d’incompétence, fonctionnement institutionnel, déterminants socio-économiques, etc.). Mais cette aliénation est loin d’être décisive, puisque ces acteurs défient aussi les autorités, les croyances et les pratiques culturelles dominantes et leur résistent. Peu visibles et peu médiatisées, ces pratiques configurent un “ espace public autonome ” en fonction de normes politiques réinventées au sein du quartier.

Par défaut en quelque sorte, les Latinos tentent de négocier des droits et des espaces d’expression publique. Le quartier devient l’unique espace d’exercice de pratiques de citoyenneté. Cette “ citoyenneté culturelle ” exprime tout à la fois une revendication d’accès à l’espace public et le refus de cautionner un système d’exclusion. Elle donne la possibilité à des individus qui n’ont pas les droits afférents à la citoyenneté entendue au sens juridique (sans-papiers, immigrés non naturalisés) et à ceux qui en sont dépouillés (les exclus, en général) d’exercer une parole. Il s’agit donc bien d’une citoyenneté tronquée, exercée par défaut, d’une “ citoyenneté segmentée ”.